

Arrêté du Gouvernement de la Communauté française autorisant le média de proximité canal C

A.Gt 22-12-2021

M.B. 11-02-2022

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 février 2021 relatif aux services de médias audiovisuels et aux services de partage de vidéos, articles 3.2.1-1., 3.2.1-2. ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'octroi des autorisations aux médias de proximité, tel qu'en vigueur au 1^{er} janvier 2022 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 10 décembre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 22 décembre 2021 ;

Vu l'avis n° 01/2021 du Conseil supérieur de l'audiovisuel demandé le 18 mars 2021 et rendu le 6 mai 2021, en application de l'article 9.1.2.3, § 1^{er}, 4^o, du décret précité ;

Considérant l'entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 9 ans de la convention conclue le 22 décembre 2021 entre le Gouvernement de la Communauté française et Canal C (Boukè) ;

Considérant qu'il est cohérent d'aligner cette convention avec la durée de l'autorisation du Média de proximité ;

Sur proposition de la Ministre des Médias ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. - L'association sans but lucratif Canal C - TV Namuroise, dont le siège social est établi à 5000 Namur, rue Eugène Thibaut 1 C, ci-après dénommée Canal C, est autorisée en tant qu'éditeur local de service public de médias audiovisuels de proximité pour une durée de neuf ans à dater du 1^{er} janvier 2022, avec pour zone de couverture les communes suivantes : Andenne, Assesse, Cerfontaine, Couvin, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-La-Ville, Gesves, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Philippeville, Profondeville, Sambreville, Sombreffe, Viroinval, Walcourt.

Article 2. - L'échéance de l'autorisation délivrée à Canal C sur la base du décret précité est fixée au 31 décembre 2030.

Article 3. - Sans préjudice du contrôle annuel du respect des obligations du média de proximité par le Collège d'autorisation et de contrôle du CSA, ce dernier évalue à mi-parcours les conditions de cette autorisation.

Article 4. - Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Article 5. - Le Ministre qui a les médias dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 décembre 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits
des Femmes,

B. LINARD